

La transition écologique, un nouveau projet pour la gauche



L'AGENDA

11 avril

► Entretiens de Solférino

13 avril

► Conseil national

18 avril

► Atelier du changement à Grenoble

« La transition écologique n'est pas une option mais un devoir »



« C'est une nouvelle identité socialiste que je vous propose de forger ». Dans son discours inaugurant le Forum de la transition écologique, Harlem Désir a tenu à souligner l'importance que souhaitait désormais donner le PS aux questions liées à l'environnement. Martelant qu'il souhaitait que le « PS achève sa transition écologique » le Premier secrétaire a appelé à l'élaboration « d'une nouvelle doctrine politique pour la gauche » et à « enclencher un autre modèle de société et de développement ». « Nous savons que la transition écologique n'est pas une option mais un devoir » a-t-il conclu.

Avec quatre tables-rondes animées par Laurence Rossignol, Germinal Peiro, Guillaume Bachelay, Eduardo Ryhan-Cypel, Bernard Soulage et Jean-Paul Chanteguet, le programme était pour le moins complet, entre la préservation de la biodiversité, la transition

énergétique, la responsabilité sociale des entreprises et enfin la fiscalité écologique. C'est Catherine Larrère qui a posé les bases de la discussion en déclarant « Il faut arrêter de considérer la nature comme un ensemble de ressources ou une matière mise à notre disposition ». Faisant écho à la philosophe, Isabelle Autissier, Valérie Colin-Omnès et Christophe Aubel ont appelé à une meilleure prise en compte de la biodiversité, révélant « on ne produit pas du poisson comme on produit des chaussettes », et concluant qu'il s'agissait alors de « consommer moins pour vivre bien ». Sur le thème de la transition énergétique, Jean Jouzel a rappelé le lien établi entre le réchauffement climatique et l'effet de serre. Alors que les objectifs de la conférence de Copenhague auront beaucoup de mal à être tenus, il a enjoint l'Europe à « être une force d'entraînement plutôt que de chercher à imposer son point de vue ». La troisième table-ronde posait les bases d'un nouveau modèle de développement, une question sensible comme l'a rappelé Guillaume Bachelay alors que « la désindustrialisation est massive, et que près de 2 millions d'emplois ont été détruits ». Pierre Duponchelle, pour le Relais, et Elisabeth Laville, spécialiste de la RSE, ont alors développé la notion de responsabilité sociale des entreprises, par laquelle « l'être humain est l'objectif de l'entreprise et le bénéfice un moyen d'y arriver ». Enfin, le PS

s'est dit favorable à la création d'une véritable fiscalité écologique en restant vigilant sur sa perception et son utilisation, car comme l'a rappelé Laurence Rossignol : « Les nouvelles inégalités sont celles liées à l'écologie ». Pour Harlem Désir cette fiscalité est « un outil indispensable de la transition écologique, a défini Harlem Désir, un outil qui nous permettra d'agir sur tous les fronts et qui sera le fer de lance d'un pacte renouvelé entre l'État et les citoyens ».



COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL

C'est la France de demain que dessine le gouvernement

La France et l'Europe livrent une bataille contre une crise économique et sociale profonde provoquée par l'explosion de la finance internationale en 2008. (...) Cette situation grave résulte aussi de la politique économique menée par la droite pendant dix ans (...).

Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault met en œuvre une stratégie qui combine le désendettement, condition de notre indépendance économique, et des mesures ambitieuses de soutien à l'emploi, à l'investissement, à la croissance, pour restaurer la confiance des Français, des employés, des salariés, des retraités, des fonctionnaires, des entrepreneurs dans leur pays et dans l'avenir.

Le déploiement rapide des emplois d'avenir et des contrats de génération par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault est l'arme la plus efficace de lutte contre le chômage et contre le pessimisme qui l'accompagne. Les 35 mesures du Pacte compétitivité se déploient sur le terrain en ce moment même : elles redonnent des marges d'investissement

aux PME, des mécanismes de financement nouveaux avec la banque publique d'investissement et la réforme bancaire ; elles permettent d'accompagner nos entreprises à l'exportation. La gauche en garantissant la qualité des services publics pour tous, repense dans le même temps en profondeur l'action publique tout en maîtrisant les dépenses communes.

Dans le même temps, le gouvernement met en œuvre une politique économique de soutien des débouchés des entreprises françaises. Grâce au plan de relance du secteur du logement annoncé par le président de la République, grâce au plan ambitieux d'investissement dans les infrastructures notamment de couverture numérique de la France ou du chantier du Grand Paris, ce sont de nombreuses entreprises qui vont bénéficier de nouveaux contrats pour produire et embaucher. Ce redressement ne peut se faire qu'avec l'ensemble des Français : c'est pourquoi la sécurisation des parcours professionnels, dans le respect du dialogue social, est décisive.

La France doit au même moment préparer le prochain cycle d'expansion en renforçant

l'innovation et en bâtissant une industrie française d'avenir, véritable socle de la croissance future de notre pays. C'est pour cela que la gauche réoriente la dépense publique vers les priorités que sont l'éducation, la santé, le logement et les infrastructures. La gauche a aussi rétabli la progressivité de l'impôt en demandant un effort de solidarité et de responsabilité aux grands groupes et aux Français les plus riches.

Tout en luttant pied à pied contre la crise et le chômage, c'est la France de demain, un pays de progrès social et de prospérité pour tous, que le gouvernement dessine aujourd'hui. Mais il y a nécessité à réorienter fortement la politique européenne. La droite européenne impose une politique d'austérité inefficace et injuste qui suscite l'exaspération des peuples et la montée de l'extrême droite. Le Parti socialiste s'engage dans la bataille pour construire les instruments démocratiques, économiques et monétaires pour une relance de l'investissement européen, condition essentielle de la sortie de la crise économique, et l'harmonisation sociale et fiscale, nécessité pour conforter nos valeurs démocratiques.

Pour le nouveau modèle français

Depuis qu'il a été nommé, le gouvernement s'emploie à corriger les fautes politiques effectuées par ses prédécesseurs de droite. En juillet dernier, 2 000 recrutements ont ainsi été effectués au Pôle emploi pour effacer les 1 800 suppressions de poste de 2011. Lundi, Jean-Marc Ayrault et Michel Sapin ne se sont pas rendus les mains vides en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis. En annonçant la création de 2 000 emplois supplémentaires dans les agences de l'emploi, le Premier ministre a clairement montré que l'objectif numéro 1 du gouvernement restait la lutte contre le chômage. La bataille est définitivement engagée. « Dans cette bataille, l'adversaire du gouvernement, c'est l'attentisme, a diagnostiqué Jean-Marc Ayrault, c'est la résignation. Les Français ne pourraient comprendre que face à la crise la plus grave que nous ayons connue depuis des décennies, nous ne mettions pas tout en œuvre pour redresser notre économie et faire reculer le chômage ». En plus de ces 2 000 embauches financées par un effort important de l'État, qui viendront notamment aider à la mise en place de la nouvelle offre de services du Pôle emploi, le Premier ministre a détaillé tous les dispositifs qui ont éclos depuis

mai 2012 pour inverser la courbe du chômage. Les emplois d'avenir, qui permettent aux jeunes sans qualification d'obtenir une première expérience professionnelle, sont en cette fin mars déjà 15 000 à avoir été signés, « nous devons poursuivre et amplifier le mouvement » a commenté Jean-Marc Ayrault qui a appelé les recruteurs à faire « confiance ! » aux jeunes. Il a également invité les entreprises à se saisir des contrats de génération, et « à s'en saisir vite » car, a-t-il expliqué « c'est leur intérêt ». De plus, un premier bilan des mesures du Pacte pour la compétitivité sera fait prochainement avec les ministres concernés. Alors que le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi arrive au Parlement, le Premier ministre a qualifié ce nouveau texte, né de la discussion entre les partenaires sociaux, « d'about décisif » pour lutter contre la précarité et pour favoriser l'emploi. L'ensemble de ces mesures et cette nouvelle méthode de travail constituent « un élément fondateur du nouveau modèle français » que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault est en train de construire.

Aux hérauts de la nouvelle France



Joël Monnier, Yves Bigay, Benjamin Benharrosh. Ces noms ne nous disent rien mais à leur échelle, ils sont les Bill Gates ou les Steve Jobs d'aujourd'hui. En toute modestie. Des Français, ingénieurs ingénieurs, qui un jour ont eu une idée et de la feuille blanche à la matérialisation

en vrai de leur trait de génie, sont allés au bout. Sur le chemin de la création, ils ont souvent trouvé l'État et ses laboratoires de recherche publique, mais également des entrepreneurs privés, qui n'ont pas eu peur de leur faire confiance.

Sur la scène de l'auditorium du ministère des Finances, ils expliquent, à leur manière, parfois un peu gauche, parfois un peu absconse, mais toujours émue et touchante, l'accouchement de leur projet : l'arrêt de leur vie d'avant, l'aventure du lancement, une aventure sans filet, ou si peu, celui de leur conviction. Invités par Arnaud Montebourg, pour cette deuxième édition des Objets de la nouvelle France industrielle, « ils matérialisent les changements profonds de notre vie, a défini le ministre du Redressement productif, c'est pourquoi nous avons choisi de mettre à l'honneur les hommes et les femmes à l'origine de ces objets, les hérauts de cette nouvelle France, la France industrielle de demain ».

Joël Monnier a la soixantaine passée, une carrière d'ingénieur au CEA et chez ST microélectronique bien remplie. Alors qu'il peut légitimement solder sa retraite, il décide de devenir « super geek » et fonde Kalray, inventant un processeur hyperpuissant de 256 cœurs de calcul. Son Power Point défile, résumant ce « troisième élan de carrière », celui qui a presque le plus compté pour lui au final. Yves Bigay vient lui aussi du CEA. Aujourd'hui il est pdg d'Ethera. Avec une de ses anciennes collègues, il a mis au point un dispositif de localisation, de mesure et d'élimination de la pollution de l'air intérieur. Cinq brevets internationaux ont été déposés pour cette

invention, une cinquantaine de personnes travaillent sur le projet. Yves Bigay espère maintenant passer à la phase de l'industrialisation sur le site de Crolles, dont il entend faire le centre de la première filière internationale de la qualité de l'air. Seb serait déjà sur le coup pour apporter son expérience grand public. « Ces ingénieurs ont leur histoire, leur géographie, résume Arnaud Montebourg, mais ils réinventent tous le made in France, ils sont à l'origine de nouveaux marchés, de nos nouvelles conquêtes ». Le dernier objet de la soirée part à la conquête du ciel. Il s'agit d'un petit drone conçu par Delair-Tech, une entreprise montée par quatre jeunes ingénieurs brillants qui travaillaient dans le pétrole ou envoyaient des fusées Ariane dans les airs. Benjamin Benharrosh explique comment son petit avion peut assurer des missions de surveillance civile sur des zones de catastrophes, des pipelines qui fuient, des mines chiliennes à 4 000 mètres d'altitude ou encore faire des relevés de rendement pour des agriculteurs. À la fin de son exposé, le jeune homme sort un petit bout de papier grossièrement plié dans sa poche, « c'est la certification du drone », une attestation autorisant l'engin à voler dans l'espace aérien civil, « nous sommes les premiers en France et les seuls au monde à l'avoir reçue » explique-t-il. Et le jeune homme d'une trentaine d'années tout en blagues jusque-là calme l'assistance : « Aujourd'hui on peut concurrencer les grands groupes sur des marchés qui étaient inaccessibles. N'importe qui est capable de créer son industrie et de participer au renouveau industriel de la France ».



PS



POUR L'EMPLOI, POUR LA JUSTICE, POUR L'AVENIR,

LA GAUCHE AGIT

RETROUVER LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

- > **Le Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi**, pour que les entreprises investissent et embauchent
- > **L'accord entre les partenaires sociaux** pour sécuriser l'emploi dans la crise
- > **Un budget de combat**, pour redresser les comptes publics tout en finançant nos priorités: école, santé, logement, justice, sécurité
- > **La relance du pouvoir d'achat**: hausse de 2% du Smic au 1^{er} juillet 2012, élargissement des tarifs sociaux de l'énergie, revalorisation de 7% du plafond de ressources de la CMU
- > **Le blocage des loyers à la relocation et les cessions de terrains** pour construire des logements pour tous
- > **Revalorisation de 10%** du RSA d'ici 2017
- > **Rétablissement de la retraite à 60 ans** pour 100000 personnes

SOUTENIR NOS JEUNES, L'AVENIR DE NOTRE PAYS

- > **Le contrat de génération**, pour favoriser l'emploi en CDI des moins de 26 ans. 500000 contrats seront financés sur cinq ans
- > **150000 emplois d'avenir en 2013 et 2014** pour aider les jeunes à acquérir une première expérience professionnelle et faciliter leur entrée dans la vie active
- > **Création de 100000 «garanties jeunes» par an** pour les jeunes sans emploi ni formation
- > **Une grande loi d'orientation sur l'école** pour qu'elle redevienne synonyme de réussite et d'épanouissement de tous les enfants
- > **60 000 postes supplémentaires pour l'Éducation nationale sur le quinquennat** pour mieux accompagner nos enfants et les aider à réussir
- > **La réforme des rythmes éducatifs**, pour que la semaine d'école convienne davantage aux facultés des élèves
- > **L'augmentation de 25%** de l'allocation de rentrée scolaire dès la rentrée 2012

RÉNOVER LA RÉPUBLIQUE

- > **La baisse du salaire du président** de la République et des ministres
- > **Le premier gouvernement paritaire**, pour consacrer la réussite des femmes et des hommes aux plus hautes fonctions de l'État
- > Le scrutin binominal aux élections départementales, **pour que la parité soit une réalité** dans toutes nos collectivités locales
- > **Une charte de déontologie** pour l'action du gouvernement

POUR FAVORISER L'ÉCONOMIE RÉELLE ET LA SOLIDARITÉ CONTRE LA FINANCE FOLLE

- > **La Banque Publique d'Investissement** pour que les TPE, PME et entreprises de taille intermédiaire innovent, exportent, recrutent
- > **La loi de séparation et de régulation bancaires** pour protéger les épargnants, particuliers et entreprises, de la spéculation à hauts risques des banques
- > **Une taxation égale du capital et du travail** pour revaloriser l'effort par rapport à la rente
- > **La taxe sur les transactions financières et l'Union bancaire européenne** pour protéger les pays européens des attaques des marchés financiers
- > **L'encadrement des rémunérations des dirigeants** dans les entreprises publiques et leurs filiales

FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES DROITS

- > **Un plan de lutte contre les déserts médicaux** pour qu'aucun citoyen ne soit à l'écart de l'accès aux soins
- > **Une nouvelle politique de la ville**: 27 décisions pour rétablir l'égalité républicaine dans les quartiers prioritaires
- > **Des zones prioritaires de sécurité** pour mettre plus de moyens au service de la tranquillité des citoyens là où il y en a le plus besoin
- > **Le mariage pour tous** pour protéger et reconnaître toutes les familles
- > **Le rétablissement d'une loi contre le harcèlement sexuel** pour lutter contre les violences faites aux femmes
- > **L'annulation de la circulaire Guéant** pour que la France soit une terre d'accueil pour les étudiants étrangers

“ J'ai fait le choix du redressement. Notre République a du ressort. Rassembler est mon devoir, ensemble nous devons faire nation, faire bloc dans un moment particulier sur nos valeurs. Le déclin n'est pas notre destin. Ma seule boussole c'est la justice. ”

François Hollande

Le PS vous propose de devenir un acteur du changement.

Pour participer aux débats et soutenir le mouvement, rejoignez le PS.

- Je soutiens le changement, j'adhère au PS et joins un chèque de 20€
- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je verse.....euros pour soutenir l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
- Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

parti-socialiste.fr/adherer

Renvoyer ce coupon à Parti socialiste 10, rue de Solférino - 75007 Paris

Nom

Prénom

Email

Tél

Adresse

Code postal

Ville

